

jean-marie domenach : diagnostic de la crise

page 4 et 5

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

viet-nam

**pourquoi
la défaite
américaine** (page 2)

viet-nam : pourquoi la défaite américaine ?

L'Indochine n'est peut-être pas ce que l'on peut appeler « libre » selon nos valeurs occidentales, elle n'en est pas moins indépendante. Le Vietnam ne court peut-être pas vers ce que nous considérons comme le bonheur, il est cependant réuni.

En méconnaissant cette double volonté révolutionnaire et nationale, l'Amérique s'est montrée odieuse et irréaliste. Odieuse, car, elle qui se targue d'être le glaive du droit et de la liberté, a pendant douze ans bafoué l'identité et la souveraineté nationales d'un peuple (si l'on se limite au Vietnam), utilisé sa technologie, sa supériorité scientifique et économique, à des fins de destructions militaires, voire d'extermination et dans un but de corruption morale, jamais tentés à une telle échelle. Irréaliste, car, elle a cru qu'en colmatant avec des milliards de dollars et des gadgets ce qu'elle détruisait, par ailleurs, à coups de « Daisy cutters » (1), elle empêcherait le communisme de déferler sur le sud et implanterait, à long terme, un « american way of life » modèle asiatique.

LE DELIRE AMERICAIN

Délire d'une grande puissance à laquelle tout grand projet national fait défaut, dont le comportement planétaire semble être guidé par une somme d'intérêts mercantiles et d'ambitions politiques. Démesure, ignorance d'un pays, d'une classe dirigeante dont la psychologie des peuples n'est pas le fort, qui, amputée par le Maccarthysme de ses meilleurs spécialistes de l'Asie, se lança dans une guerre totale pour voir triompher ses principes.

Est-il nécessaire, en effet, de rappeler que, si la notion de guerre totale a un sens, c'est bien à l'Indochine, ces douze dernières années, qu'elle s'est appliquée. Avant la guerre américaine une harmonie régnait entre les peuples d'Indochine, entre leur culture et la nature ambiante. Les Français, pendant leur présence et même durant les hostilités, avaient respecté cet équilibre. Mais, depuis 1964, les conséquences écologiques, sanitaires, culturelles et économiques de la guerre sont incalculables. La co-existence paisible entre l'homme et la nature a pris fin avec les bombardements et les combats, dès l'arrivée des Américains. Au Vietnam, on estime que, depuis 1969, cinq millions de personnes ont été déplacées. Un sixième

des terres cultivables est en friche depuis plus de dix ans. Les populations, forcées de quitter les zones dangereuses, ont gonflé démesurément les villes, accélérant le processus d'urbanisation anarchique, comme à Saïgon. La presque totalité des villages du Cambodge oriental et du Laos, une grande partie de ceux du Nord- et du Sud-Vietnam, ont été détruits. Les cratères provoqués par les bombes dans les rizières et le long des canaux rendent les terres inutilisables. Faut-il rappeler que dans beaucoup de régions de « free fire zones » (2) les activités normales sont devenues impossibles pour les travailleurs. Cette guerre a donc été dirigée avant tout, sciemment ou non, contre le milieu naturel.

Il faudra des décennies avant que les sols empoisonnés et déchiquetés puissent être restaurés.

Voilà pour l'écologie à laquelle on pourrait ajouter les effets indirects bien plus vastes des bombardements aériens sur l'érosion des bassins hydrographiques, leur empoisonnement combiné au minage et à la pollution des rivières. Si bien qu'il est difficile de faire la part entre ce qui a touché directement les hommes et ce qui a affecté la terre et les eaux, dans l'œuvre de destruction américaine.

RUINE ECONOMIQUE

Quant à l'économie vietnamienne, elle fut véritablement ruinée par la guerre. Celle-ci a désorganisé le réseau de production et de distribution du pays et posé d'énormes problèmes d'ordre social et économique dus surtout au déplacement d'une grande partie de la population. En créant une économie de guerre, les américains et le régime Thieu ont provoqué une abondance factice et une élévation artificielle du niveau de vie qui ont d'ailleurs décru dès le retrait des forces américaines en 1972. Toutes les activités de production ont diminué, le riz doit être importé et l'administration militaire a entraîné un gonflement démesuré des services (dépassant cinquante pour cent du P.N.B.). D'une façon générale, depuis qu'ils avaient pris en charge l'économie du Sud-Vietnam — comme ils avaient pris en charge son armée — les Américains avaient créé à la fois de faux besoins et une dépendance totale.

Etrange, hallucinant pays, que ce Vietnam américanisé où, malgré un revenu par tête de

cent vingt-trois dollars — relativement bas dans l'échelle des pays sous-développés —, les motos Honda pétardaient fièrement, où les vitrines des magasins regorgeaient des matériels électroniques les plus perfectionnés.

Tout ce clinquant, cette frivolité, cette non-chalance méridionale, se sont évanouis avec la victoire nordiste. On est sommé de reprendre les bonnes habitudes et de se remettre au travail. L'austérité, le moralisme, se sont abattus sur Saïgon la pécheresse qui devra passer par une période d'expiation. Ce changement radical de valeurs, de civilisation, laisse parfois, comme laisse perplexe et inquiet la tournure que ne manqueront pas de prendre un certain redressement, certaines vengeances. Mais, la société libérale et mercantile, responsable de la gabegie tous azimuts et des souffrances d'un peuple, a-t-elle des solutions pour redonner l'honneur à une nation, pour redresser une économie, juguler une inflation de trente pour cent par an, rééquilibrer un déficit budgétaire et une balance des paiements où les exportations ne représentent que trois pour cent des importations ?

LE SIECLE DES NATIONS

Car, plus que le communisme, c'est la volonté de l'individu et de la communauté, c'est la nation, qui ont triomphé. Une fois de plus, la preuve est faite que le phénomène national n'a jamais été aussi puissant que de nos jours. Monde arabe, Extrême-Orient, Europe du Sud, bientôt Amérique latine, peut-être Europe de l'Est, le sentiment national, comme au siècle dernier, ne se sépare pas de la libération des peuples.

Il n'y a guère, sans doute, que les Etats de l'Europe occidentale qui persistent à renoncer à toute identité propre, à toute volonté de reprendre leur destin en main, se satisfaisant d'une « protection » qui ne manquera pas, comme ailleurs, de se révéler à la fois cynique et illusoire.

Face à cette carence, et bien qu'un « rideau de bambou » se soit abaissé provisoirement sur l'Indochine, seule, en Occident, la France peut espérer jouer quelque rôle dans cette partie du monde, à condition d'avoir autre chose à offrir qu'une réplique du modèle américain. Car la tentation de l'isolationnisme à une époque où les moyens de communication, les échanges entre peuples sont si faciles et si nécessaires, serait la pire des sottises.

Pierre AYMÉ-MARTIN

**PHILIPPE
VIMEUX**

**LE COMTE
DE PARIS
OU LA PASSION
DU PRESENT**

Le livre de Philippe Vimeux Le Comte de Paris ou la passion du présent est en souscription depuis un mois. Nous remercions vivement ceux d'entre nos lecteurs qui nous ont déjà fait parvenir leur souscription. Avant de pouvoir prendre une décision définitive en ce qui concerne la date de parution il faut nous assurer de 500 souscriptions supplémentaires, et ceci avant la fin du mois de mai. Notons enfin que si l'édition originale à 150 F est épuisée, il reste encore quelques exemplaires de l'édition à 80 F.

**la nouvelle
ACTION FRANÇAISE**

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

éditorial

le maroc et nous

Après l'Algérie, le voyage que le Président de la République vient d'effectuer au Maroc constitue un nouvel élément positif de la diplomatie française.

D'abord parce que la visite présidentielle marque, vingt ans après l'indépendance, la liquidation d'un certain nombre de problèmes passionnels et politiques. Le reste du contentieux concerne les très lourdes charges fiscales qui pèsent sur les ventes de biens français ainsi que les obstacles apportés aux exportations de capitaux. Il faut espérer que, comme l'a déclaré le roi du Maroc, ces problèmes seront rapidement réglés au niveau des chancelleries.

Le deuxième élément important des relations franco-marocaines touche évidemment à l'économie, le Maroc étant le deuxième producteur et le premier exportateur mondial de phosphates. De son côté, la France pourrait participer au succès du second plan quinquennal, axé principalement sur l'industrie, alors que le premier était consacré au développement de l'agriculture et de l'irrigation.

Enfin, le Maroc apparaît naturellement comme un des points d'appui essentiel d'une politique française en Méditerranée, surtout au moment où le roi Hassan cherche à prendre ses distances à l'égard de l'impérialisme américain. Ce qui ne peut surprendre, étant donné le rôle qu'auraient joué les Américains dans certains événements dramatiques de la politique intérieure marocaine.

Autant de faits tangibles qui permettent d'étayer une amitié solide entre la nation française et la nation marocaine. Cette dernière dispose, institutionnellement, de la durée qui permet l'accomplissement des grands projets. Il faut espérer que, à défaut de cette garantie, la France parviendra au moins à une certaine constance dans le dessein, sans laquelle il n'est pas de politique extérieure.

Bertrand RENOUVIN

"le grain de sable"

les marxistes et la question nationale

Quelle place peut-on donner à la nation dans la topologie du matérialisme historique ? Que vient faire dans cet assemblage si parfait un phénomène non-économique ?

La pensée de Karl Marx, influencée par la philosophie européenne, en a hérité des naïvetés, voyant dans le chemin de fer, le libre échange et le progrès de la raison un moyen de faire sauter les frontières. Née avec le capitalisme, la nation devait disparaître avec lui. Au nom de cela, les prolétaires représentant l'avenir dans le présent et l'universel au sein des sociétés de classe furent proclamés sans patrie.

Dans le livre « Les Marxistes et la Question nationale » (1), nous regardons le parcours de ce grain de sable qui, selon les marxistes, est le fruit de « la passion de toutes les rationalités et déraison de l'histoire » mais qui arrive malgré tout à détraquer les machineries de la raison dialectique.

Quelle amertume et quelle déception pour nos théoriciens marxistes ! Le dépérissement du fait national promis par le « Manifeste Communiste » a connu le même sort que celui de l'Etat annoncé par Lénine. Pourquoi ? La réponse n'est pas dans ce dossier car Georges Haupt, par des tournures subtiles, se dérober en prétextant la complexité du sujet.

Que dire de la nation, lorsque l'on se proclame marxiste ? Trois types de réactions différentes apparaissent.

MILITANT MAOÏSTE...

Celle du militant maoïste tout d'abord, s'appuyant sur l'idéologie stalinienne et prétextant un certain « marxisme oriental ». Un des torts de ce livre, est peut-être d'arrêter l'anthologie en 1914. Un an plus tôt, Staline élaborait cette théorie dont s'inspirent les communistes chinois dans un livre intitulé : « La Question nationale et le marxisme » grâce à quoi il devenait pour Lénine ce « merveilleux Géorgien ». Dix ans après, Lénine perdait son dernier combat contre le Géorgien et la discussion, à l'intérieur « du marxisme occidental » s'arrêtait à l'opuscule stalinien. Il reste néanmoins que le premier écrit de Staline — et le dernier de Lénine — portaient sur la question nationale décidément décisive pour quiconque entend maîtriser l'histoire autrement qu'en théorie.

Depuis, les marxistes orientaux, se sont emparés de cet « héritage » de Mao à Hô Chi Minh et ont pu asseoir leur domination. On nous répondra que la raison de cette progression est due à la fusion du mouvement de libération nationale avec la révolution prolétarienne.

C'est mal connaître la structure économique de ces pays orientaux, à savoir, l'importance considérable de la classe paysanne, sans laquelle nulle réalisation sociale n'est possible. De plus l'histoire du parti communiste chinois après 1927 nous montre l'image d'un parti,

écrasé dans les villes, ne réussissant à survivre que dans les campagnes, coupé du prolétariat urbain, de ses aspirations et de ses luttes. Par sa composition sociale, pour les revendications qu'il fut amené à défendre le P.C. chinois devint alors un parti à forte participation nationale et paysanne.

Ainsi, après une rapide analyse, on voit que les formidables détonateurs révolutionnaires que sont le droit à l'autodétermination et la lutte des pays coloniaux, ne peuvent être pris en compte et que l'utopique alliance entre le socialisme scientifique et le nationalisme des opprimés, ne se trouve consommée que dans les pays où la dictature du prolétariat ne s'exerce qu'avec l'aide des masses paysannes.

... ET MARXISTE EUROPEEN

Pendant ce temps, la démarche intellectuelle entreprise par les « marxistes » européens de la II^e Internationale fut basée sur un certain européocentrisme qui, comme l'écrit Régis Debray fut « la tare originale, transformant (la thèse nationaliste) en feuille de vigne de l'expansion impérialiste des pays centraux ».

Pour Henri Lefebvre qui écrivit la brochure intitulée *Pour connaître la pensée de Karl Marx* (2) : « La classe avancée, progressive ne doit donc ni se laisser impressionner par le nationalisme bourgeois, ni se détourner de la nationalité. Elle doit la conquérir, se constituer en nation en renouvelant profondément la nationalité. »

Comment ?

« En exerçant une action combinée au moins des peuples les plus civilisés. »

Outre l'originalité de ce propos, on peut se demander à juste titre ce qu'entend Henri Lefebvre par « peuples plus civilisés », pensée pour le moins étonnante de la part d'un marxiste. Quant à Régis Debray, sa réaction, à la suite de la lecture de ce livre est d'autant plus originale qu'il s'attaque, non plus à la doctrine, mais à l'homme lui-même.

Il regrette donc cet abandon face à la question nationale, « tout cela, parce qu'un marxisme juif, se révélera tôt ou tard plus juif que marxiste et ce d'autant plus qu'il sera nourri d'un marxisme pour lequel la question juive n'a pas de titres à l'existence. »

C'est en cela que ce livre est remarquable : par les réactions violentes qu'il suscite dans les milieux marxistes trop occupés à fêter des victoires qui ne sont dues ni à une doctrine, ni à une philosophie, mais à un sentiment national impérissable.

José MACÉ

(1) « Les Marxistes et la Question Nationale » de Georges Haupt, Michael Lovy et Claude Weill. Editions Maspéro.

(2) « Pour Connaître la Pensée de Marx », Edition Bordas.

jean-marie domenach :

le sens des limites

N.A.F. : Jean-Marie Domenach, vous dirigez une revue qui est née au cours des années trente dans un contexte de crise mondiale de la société capitaliste. Quel est votre diagnostic sur la crise contemporaine qui à plusieurs égards semble rappeler celle de 1929 ?

Jean-Marie DOMENACH : Il me semble inexact de voir dans la situation actuelle une réédition de la crise économique de l'avant-guerre. Dans les années trente il y avait eu un véritable effondrement des revenus que nous ne retrouvons pas maintenant. Les agriculteurs français se plaignent d'une baisse de 11 % de leurs revenus en 1974 (et ce chiffre me semble exagéré). Mais c'était d'une amputation de moitié qu'il s'agissait en 1932 ! De même le chômage actuel est sans commune mesure avec celui des années trente. D'ailleurs je crois que le système capitaliste trouvera le moyen d'une relance et évitera l'effondrement cataclysmique que certains attendent.

En revanche il y a une crise profonde au niveau politique. Il semble que dans les démocraties occidentales il y ait un effritement général du consensus. Cela se traduit par le « mal-governo » en Italie. Cela se traduit aussi par la radicalisation des luttes sociales en Grande-Bretagne, par le Watergate et le conflit aigu exécutif-congrès aux Etats-Unis. Les institutions dans ces pays se révèlent incapables de mettre fin à un malaise et à un mécontentement généralisés. Du coup, certains font un complexe d'infériorité face aux régimes socialistes de l'Est, complexe pourtant bien injustifié à l'heure où Soljenitsyne et les dissidents soviétiques nous révèlent la profonde inhumanité des institutions de leur pays.

Ce malaise politique n'est lui-même qu'une conséquence d'une crise profonde de ce que j'ai appelé — le premier je crois —, en 1957, la société de consommation.

Cette société a déclenché une course vertigineuse à la possession des biens matériels. Course vertigineuse qui aboutit à développer les frustrations chez ceux qui ne sont pas les mieux lotis. Frustrations et rancœurs d'autant plus grandes qu'elles sont stimulées par une hiérarchie abusive des revenus. Hiérarchie qui elle-même découle en partie du système scolaire. Celui-ci en effet aboutit à instituer une rigoureuse méritocratie. Du coup les tensions entre partenaires sociaux provoquent une désagrégation économique.

L'inflation, que l'on pourrait définir comme la somme des déséquilibres, en est la manifestation la plus visible : entrent en effet en ligne de compte dans ce phénomène d'abord la démesure des Etats-Unis engagés dans une guerre ruineuse au Vietnam et obstinés à imposer comme base du système monétaire international une monnaie non gagée ; mais aussi la recherche effrénée de la consommation qui conduit à une spirale ascendante des salaires et des prix, c'est-à-dire à une perpétuelle fuite en avant.

du Vercors à Esprit

Jean-Marie Domenach, est originaire de Lyon où il fit ses études et entreprit lors de l'occupation des activités de Résistance qui devaient le faire participer aux combats du Vercors. Secrétaire de rédaction de la revue Esprit, dès 1946, il en devenait directeur à la mort d'Albert Beguin (1956), lui-même successeur d'Emmanuel Mounier. On lui doit en dehors de ses nombreux articles où il analyse les problèmes de civilisation du point de vue du philosophe et du sociologue, toute une série d'ouvrages de premier plan. Signalons en particulier son petit livre sur la Propagande politique (P.U.F.), son Barrès et son Mounier dans la collection « écrivains de toujours » au Seuil, et le retour du tragique récemment réédité (collection Points au Seuil).

Jean-Marie Domenach avait répondu à notre enquête « République ou Monarchie ».

Par ailleurs on peut constater que notre société est en proie à une véritable crise des finalités. L'argent séduit par le pouvoir qu'il donne. La technique est idolâtrée par la puissance qu'elle recèle. Mais tous deux sont en même temps redoutés car ils ne débouchent sur aucun projet humain. Pire : la volonté de puissance qui sous-tend toute la société industrielle aboutit à la fois à un hégémonie généralisée et à une négation de tout sacré, à une perte du sens de la vie, bref à un véritable nihilisme culturel.

Nous sommes donc en face d'un avertissement sérieux : cette société est condamnée moins dans sa méthode que dans son principe politique et spirituel.

En outre cette société ne parvient pas à définir ses propres limites et à rassembler dans ces limites des énergies suffisantes.

Même si cette société parvient à subsister quelque temps encore, nous savons que nous avons atteint certaines limites, que les pénuries s'annoncent à l'horizon. La crise provisoire des produits pétroliers constitue à cet égard un avertissement exemplaire.

Face à cette crise, il s'agit donc bien de contracter tant au niveau culturel qu'au niveau économique une nouvelle alliance avec la nature, comme avec les autres, comme avec nous-mêmes.

Il y a un problème qui se pose à moi et que j'avais déjà rencontré lorsque j'avais consacré un petit livre à Maurice Barrès : celui de trouver une pensée des limites qui ne soit pas réactionnaire. Des hommes de droite en effet ont formulé voilà plus d'un siècle et par-

fois avec une grande lucidité cette pensée des limites. Et je suis frappé de voir que leurs thèmes alors rétrogrades sont devenus progressistes : ce sont les gauchistes qui crient « Le Larzac aux paysans », c'est la gauche qui se mobilise pour la défense des arbres. Les Français retrouvent de plus en plus nombreux le souci de s'enraciner dans une mémoire collective et dans un terroir. J'avais donc raison d'aller chercher chez des hommes qui ne sont pas de ma tradition le souci d'une harmonie entre individu et société, entre société et écosystème.

Le salut se trouve dans cette direction. Et Illich a eu le mérite de préciser certaines analyses jusqu'alors assez floues, en particulier sur la limitation, condition préalable d'une société conviviale dans laquelle on peut vivre ensemble d'une manière amicale.

Au contraire la pensée progressiste s'épuise dans l'indéfini et l'illimité. Il faudra bien surmonter ce conflit en prenant dans la pensée traditionaliste l'idée de limite contre un progressisme qui devient d'ailleurs de plus en plus réactionnaire.

Dans tous les domaines la revendication s'est dirigée vers le plus : plus de bien être, d'éducation, de santé. Tout ceci n'aboutit qu'à infliger des dommages à la nature et à la société, ces derniers étant les moins réparables et les plus graves.

En songeant à la destruction de la société et à la paralysie de la liberté nous pensons avec Illich qu'il faut inverser la pensée économique et politique pour mettre fin à une situation dans laquelle des revendications dont le plancher s'élève toujours, aboutissent à des situations inextricables d'embouteillage.

Il faut fixer un plafond aux satisfactions, à la vitesse, à certaines productions techniques pour permettre à la société de concevoir un but politique qu'elle s'efforcera de réaliser.

Le slogan « qualité de la vie », vague et ambigu, est trop souvent une manière d'éluder les revendications importantes. Il faut lui substituer une revendication à la fois de la justice et des limites, car seule une limitation de certaines satisfactions permettra l'équité sociale et la reconstitution des communautés. Cette double revendication est vraiment prioritaire. Elle permet, en effet, d'échapper à la fascination de l'outillage hypertrophié, de la consommation sans bornes, commune aux revendications de la gauche comme à certaines réalisations de la droite. A cet égard le sens des mots **progrès** et **développement** doit être révisé.

Ne nous cachons pas que la réponse à la crise du système industriel arrivera peut-être trop tard car nous sommes pervers non seulement dans ce qu'il y a de plus méprisable, mais aussi dans ce qu'il y a de plus grandiose dans les performances techniques : il faudra cesser de nous admirer à travers l'avion supersonique et les appareils gigantesques des bureaucraties d'Etat pour remettre en honneur l'autonomie humaine et l'harmonie entre les hommes comme avec la nature.

la crise... des diagnostics

Je suis démocrate car tout cela est une tâche éminemment démocratique : la démocratie part de l'idée que l'homme est capable de marquer l'histoire et de fonder son autonomie. Elle a permis la conquête des libertés dans le cadre politique. Mais ce cadre est en train de s'effondrer. Or des hommes capables de mettre au point des techniques les plus raffinées seraient-ils incapables de trouver leur liberté et de rejeter la technologie et les outillages qui ne correspondent plus à des revendications profondes ?

La crise de civilisation politique, morale et civique suppose donc une action au niveau culturel et une rupture profonde avec l'idéologie de la science, de la technique et du développement commun à la plus grande partie de la gauche et de la droite.

N.A.F. : Nous pensons nous aussi que la révolution à faire est d'essence profondément démocratique. Encore faut-il que l'Etat dont l'essence profonde est de faire régner la justice et de garantir à chacun sa part de liberté ne soit pas issu de l'élection-spectacle, de la manipulation odieuse des foules. On en revient à l'analyse maurrassienne qui voyait dans la libération de l'intelligence la première condition du redressement civique. Or, celle-ci est colonisée par l'or, asservie à la logique du capitalisme. Pour la libérer il est nécessaire que l'Etat ne soit pas lui-même asservi à des groupes financiers qui financent les campagnes électorales et « tiennent » les politiciens. Cela suppose l'hérédité qui est en fin de compte la meilleure garantie de la démocratie. Peut-on espérer aboutir en effet à une réforme intellectuelle et morale en convertissant tout le monde et en se passant du levier de l'Etat ?

J.M.D. : Je vous répondrai deux choses :

1° Je ne suis pas un naïf et ne crois pas à la conversion massive, à la recherche en commun d'un nouveau type de vie. Je suis démocrate car la démocratie est le véritable régime aristocratique puisque c'est celui qui demande plus aux êtres. Par expérience et par réflexion je reprends la phrase de Bernanos « La liberté d'un pays dépend d'un certain nombre d'hommes libres. » Donc je suis à la fois démocrate et élitiste. Je crois à la capacité de quelques hommes pour relayer les idées et les diffuser. L'action de ces groupes conscients et actifs viendra à la rencontre de la nécessité, soit au niveau économique et social, soit au niveau politique et ouvrira le chemin. J'espère la vulgarisation de mes idées à la faveur d'une prise de conscience qui naîtra d'une nouvelle situation, d'un nouveau palier de la crise.

2° Le rôle de l'Etat est important. Mais il n'est pas possible d'entreprendre une reconstruction politique prochaine à partir des données que vous exposez. Vous comptez sur des forces trop vieilles ou trop liées à des intérêts pour être les garants des idées que vous exposez souvent. L'histoire étant toujours boiteuse, certaines alliances et solidarités se sont nouées. Ma solidarité est à gauche sans que je sois pour autant prisonnier des idées de gauche. Je suis avec la gauche tant du point de vue de la justice que du point de vue national et ce, malgré les résistances qui viennent de ce côté en ce qui concerne la pensée des limites.

Votre proposition, très juste en théorie semble avoir peu de possibilités concrètes de réalisation.

N.A.F. : Mais il faudra bien un jour penser en soi le problème politique sans tenir compte des situations créées par le rapport droite-gauche. N'y a-t-il pas dans ce rapport un jeu de la politique politicienne actuelle qui paralyse en fait toute solution politique véritable ?

J.M.D. : Je le crois aussi.

N.A.F. : Est-ce que pour vous le problème revient à convertir la gauche ?

J.M.D. : La gauche est actuellement hors du jeu. Le système gouverne grâce à sa technique. En dehors de cette gestion par le système, il n'y a pas de réponse politique ni à gauche, ni à droite.

Plus tard peut-être pourra-t-on mettre fin à la bi-partition droite-gauche. Cela n'est possible que dans un cadre culturel nouveau où la gauche cesserait d'être obnubilée par le progressisme, la droite par l'ordre, la discipline, la répression. Mais l'action politique me semble pour l'instant peu riche.

N.A.F. : Vous revenez en somme à la position qui était celle de Mounier dans les toutes premières années de la revue « Esprit ».

J.M.D. : Oui mais il s'agit d'une position provisoire, préalable à une repolitisation de notre peuple, qui me semble la tâche la plus urgente. Je ne crois pas à une politique de la culture, mais je crois que la politique doit rentrer dans la culture.

en page 6

nos premières
conclusions

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM :

Prénom :

Adresse :

Profession :

Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf- 17, rue des petits-champs - paris 1

naf 201 - 7 mai 1975 - p. 5

la crise... des diagnostics

le blocage politique

Le diagnostic que Jean-Marie Domenach porte sur la crise est bien proche de celui que nous avons formulé dans les colonnes de ce journal depuis quatre ans. La crise économique — peut-être un peu plus aiguë que ne semble le penser Domenach — est effectivement le symptôme de troubles beaucoup plus profonds. Ces troubles soulignent l'absence totale de finalités d'une société en proie au vertige de la puissance, et de la technique. Dans cette société, la manipulation des individus par les appareils économiques et politiques aboutit à isoler les individus de par l'éclatement de toutes les communautés, et la centralisation de l'information. Elle aboutit aussi à les mettre en compétition dans la course à la consommation, donc à exacerber les frustrations et les tensions sociales. D'où un effondrement du consensus politique. Dans le même temps, les gaspillages engendrés par la société de consommation aboutissent à « tarir la nature » en même temps qu'ils accablent l'homme comme le constatait déjà Maurras.

Nos divergences avec le directeur d'« Esprit » ne portent en fait que sur un seul point mais capital : celui des moyens à employer pour combattre la crise. Jean-Marie Domenach semble renoncer, au moins provisoirement, à agir au niveau politique. Il reconnaît l'importance de celui-ci et souligne la nécessité d'une repolitisation de notre peuple mais ne croit pas qu'une action de conquête de l'Etat ait aujourd'hui la moindre chance d'aboutir à faire triompher un nouveau projet de société. Il escompte qu'une action de type culturel parviendra à terme à susciter de nouveaux climats politiques plus satisfaisants que ceux qui existent actuellement.

L'ETAT, CLE DU SYSTEME INDUSTRIEL

C'est faire bon marché de la nature du système politico-industriel. La société de consommation est en effet un produit de la colonisation de l'instance politique par l'argent telle qu'elle est poursuivie depuis près de deux siècles. Le domaine éminent du politique est la justice c'est-à-dire l'utilisation de la force pour assurer à chaque groupe social sa juste part de liberté. Cette fonction, pour être correctement remplie suppose une extériorité et une indépendance — au moins partielle — de l'Etat face aux lobbies politico-financiers.

Or, la démocratie bourgeoise du XIX^e siècle a instauré pour dévolution du pouvoir une compétition forcée dans laquelle seuls les partis qui disposent d'appuis financiers importants peuvent espérer l'emporter. Et, à l'ère de la télévision et de la publicité de masse, le phénomène n'a fait que s'aggraver. Désormais les présidents élus dépendent étroitement d'aristocraties du pouvoir du savoir et de l'argent. Charles de Gaulle et Georges Pompidou, malgré les intuitions prophétiques du premier sur la crise de notre société, le bon sens humaniste du second avaient, volens, nolens, permis et même encouragé la mainmise de ces technocraties sur l'Etat. Quant à l'actuel chef de l'Etat il est le parfait produit de l'oligarchie dominante.

La mainmise de l'argent sur l'appareil d'Etat, de par la puissance de celui-ci rend donc vain tout espoir de révolution qui ne passerait pas par sa conquête et sa libération.

CONSERVATISME ET MONARCHIE

Jean-Marie Domenach nous objecte le peu de crédibilité d'une solution monarchique, même si l'hérédité semble en théorie le moyen le meilleur pour soustraire le pouvoir aux jeux de l'urne et de la finance. Il lui semble d'ailleurs que les forces sur lesquelles nous nous appuyons sont trop liées à des intérêts d'argent pour concourir à cette émancipation de l'Etat.

Son objection est à la fois pertinente et fautive.

— Pertinente, car il est certain qu'un mouvement royaliste peut toujours dégénérer en parti lié à une des traditions partisans de la vie politique française. Et nous ne nions pas l'enlèvement de l'A.F. des années trente dans le conservatisme le plus obtus.

— Fausse car la N.A.F. s'est dégagée avec brutalité de cet enlèvement. Il nous reste à éviter deux dangers : celui de redevenir l'expression d'une clientèle qu'elle soit conservatrice, jacobine ou social-démocrate ; celui de nous borner à être un laboratoire d'idées brillant mais sans prise sur la vie politique.

Parlons audacieux et peu commode à tenir ? Sûrement ! Mais est-il plus réaliste de « faire l'impasse » sur l'action politique sous prétexte que la partie est trop difficile à tenir ?

Gérard LECLERC
Arnaud FABRE

les scandales du tiercé

Livre après livre, les éditions Alain Moreau ont entrepris de réaliser une petite encyclopédie des nombreux scandales de la société française contemporaine. Il ne s'agit pas d'ouvrages idéologiques mais bien de dossiers, livrés comme tels au lecteur et réunis par des spécialistes simplement soucieux de trouver les pistes, de dénouer les fils et de produire les documents. Ainsi le « dossier Drogue » rassemblé par Alain Jaubert ou celui de la fraude fiscale dont nous parlerons dans un prochain numéro.

Ainsi, le dossier T... comme Tiercé (1) que vient de publier Claude Picaut, grand reporter à « l'Humanité » (2). Mais pourquoi le tiercé ? Sans doute parle-t-on régulièrement d'opérations frauduleuses et de courses truquées, tandis que certains dénoncent classiquement ce jeu où l'Etat est toujours le véritable gagnant.

Il est vrai que, sur les quatre milliards de francs joués au tiercé en 1972, le fisc en a prélevé près du quart. Mais l'Etat est-il le seul exploitateur d'une passion qui touche 7 à 8 millions de Français ? En cette matière, la première surprise parvient d'un rapport de la Cour des Comptes, qui observait qu'en 1970 le P.M.U. n'était pas un établissement public et ne possédait aucune existence juridique propre ; c'est simplement un organisme créé par cinq sociétés de courses, dont le fonctionnement échappe pratiquement à tout contrôle public. D'où, comme l'a révélé un récent procès, l'existence de véritables détournements de fonds qui résultent principalement du paiement « au décime inférieur » (on « gratte » ainsi des centaines de millions) ou des procédés de calcul des mises, en vue du « rapport ». Sans oublier les sommes prélevées par le P.M.U. pour « l'amélioration de la race chevaline » qui profitent au cheval de course, mais jamais à l'équitation populaire ou à la compétition.

Tel est le premier scandale du tiercé qui tient à son organisation même. Il en est d'autres qui résultent du truquage des courses ou des paris illicites effectués par des « associations » de joueurs : autant d'affaires exposées et démontrées minutieusement par l'auteur.

Dans une telle ambiance, on ne s'étonne pas de voir affluer les petits et les grands truands qui coudoient sur les pelouses les vedettes de la politique et du cinéma. Car, à suivre ainsi les pistes on retrouve au détour (ou à la croisée ?) des chemins MM. Marcantoni, Markovic et Alain Delon, le célèbre avocat Lemarchand ou encore l'inévitable M^r Michard-Pélessier. On avait déjà rencontré leurs noms dans d'autres dossiers sur la drogue, les combines, ou l'immobilier (4). Peut-être parce que le monde est petit, ou à cause des curieux hasards de la vie. Mais on s'en étonne moins après avoir lu le livre de Claude Picaut.

Bertrand LA RICHARDAIS

la semaine prochaine
le diagnostic de gilles MARTINET (p.s.)

(1) Christian de Brie et Pierre Carpentier, F... comme fraude fiscale (A. Moreau)...

(2) T... comme Tiercé. Claude Picaut (Alain Moreau, éditeur).

(3) On s'en aperçoit seulement dans la fin du livre, lorsque l'auteur propose comme modèle l'organisation des courses en Union Soviétique.

(4) D comme Drogue, C comme Combine, I comme Immobilier, aux éditions Alain Moreau.
(Tous ces ouvrages sont en vente à la librairie de la NAF.)

la naf en mouvement - la naf en mouvement - la naf en mouvement

aidez-nous!

Une fois encore nous venons vous faire partager nos soucis financiers et vous exposer très franchement le problème lancinant de notre situation financière. Depuis un an l'ensemble de nos charges a augmenté de façon considérable (la fabrication de la N.A.F. a subi pour sa part une hausse de 62 %). Parallèlement nos recettes sont restées sensiblement stationnaires car nous n'avons pas voulu changer notre prix d'abonnement pour ne pas nuire à notre diffusion. C'est pourquoi notre budget se trouve à nouveau dangereusement en déséquilibre.

Seule une aide rapide de votre part nous permettra de redresser la situation. Nous demandons d'abord à tous ceux dont l'abonnement arrive à échéance prochainement de le renouveler dès la première lettre que nous leur envoyons, nous évitant par là de nombreux frais de secrétariat. D'autre part, que ceux qui le peuvent souscrivent au tarif de soutien (120 F).

En effet l'abonnement au tarif normal couvre à peine nos frais. Enfin, participez généreusement à notre souscription pour nous donner l'assise financière qui nous aidera à surmonter cette passe difficile.

Ce n'est jamais en vain que nous avons fait appel à vous, nous vous remercions d'avance de votre réponse.

Yvan AUMONT

P.S. : Adressez vos dons à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, C.C.P. 642-31 Paris, en précisant « pour la souscription ».

mercredis de la naf

Nous organisons tous les mercredis des conférences-débats qui permettent aux nafistes de venir approfondir leurs connaissances, mais aussi à tous les sympathisants de mieux connaître les idées de la N.A.F. Ces réunions ont lieu à 21 heures au 12, rue du Renard, 75004 Paris (salle du 2^e étage). Prochaines réunions :

Mercredi 7 mai. Pas de réunion en raison des vacances de l'Ascension.

Mercredi 14 mai. « Du travail servile au travail responsable », par Philippe d'Aymeries.

Venez nombreux et amenez-y vos amis !

BORDEAUX ET SUD-OUEST

Session de formation les 17, 18 et 19 mai. Cette session sera animée par Arnaud Fabre. Au programme : Aujourd'hui la crise - Le Projet royaliste - Le préalable politique : la monarchie - Défense et illustration de la nation. Pour les inscriptions et les renseignements s'adresser à M. Philippe Cailleux, résidence les Rosiers - Bellevue, 33170 Gradignan.

CAMPS DE VACANCES

Comme l'année dernière, nous organisons deux camps cet été. L'un, fin juillet, en Languedoc, qui sera un camp de propagande dans la tradition de ceux de Thau 73 et Agde 74. Le deuxième camp se tiendra dans la première quinzaine de septembre dans notre maison de la Rue des Aubiers en Bretagne. Ce dernier camp s'adresse plus spécialement aux jeunes soucieux d'acquiescer ou de parfaire leur formation doctrinale. Retenez bien ces dates et prévoyez vos vacances en conséquence. Les responsables d'unité sont priés de commencer à organiser la propagande pour ces camps sans attendre d'avoir la documentation et les bulletins d'inscription.

Affiches.

D'un format 60 x 80 cm, en deux couleurs, sur le thème « Face aux impérialismes défendons-nous ». Elles sont vendues au prix de :

50 ex. : 20 F (franco 27 F)
100 ex. : 40 F (franco 50 F)
200 ex. : 80 F (franco 100 F)
300 ex. : 120 F (franco 150 F)

Autocollants.

De format 11 x 11 cm, de couleur rouge, comportant une publicité pour la Naf-hebdo. Ils sont cédés au tarif suivant :

40 ex. : 3 F (franco 5 F)
100 ex. : 8 F (franco 11 F)
200 ex. : 15 F (franco 18 F)
400 ex. : 26 F (franco 30 F)
800 ex. : 50 F (franco 57 F).

Les commandes doivent être accompagnées de leur règlement à l'ordre de la N.A.F. au C.C.P. 642-31 Paris.

PROMOTION DE LA N.A.F.-HEBDO

Faire connaître la N.A.F.-Hebdo autour de vous, c'est encore la meilleure façon d'augmenter sensiblement notre audience. Nous tenons pour cela à votre disposition en quantités assez importantes des numéros des semaines passées. Vous pouvez :

— soit l'adresser (sous bande affranchie à 0,20 F) à toutes les personnes qui figurent dans votre carnet d'adresse. Il serait souhaitable de renouveler l'opération plusieurs semaines de suite ;

— soit de procéder à des distributions dans les boîtes aux lettres de votre quartier.

Indiquez-nous la quantité de N.A.F. qui vous est nécessaire (seul le port vous sera facturé) :

Tarif : 50 ex. : 3 F
100 ex. : 5 F
500 ex. : 25 F

Adressez vos commandes à la N.A.F., accompagnées de leur règlement.

région parisienne

La N.A.F. n'est pas diffusée dans les kiosques. Notre réseau de distribution est donc tributaire de la bonne volonté de nos militants. Une réorganisation de cette diffusion est en cours dans la Région parisienne. Nous recherchons des militants susceptibles de fournir régulièrement ce petit travail.

Prenez contact dans les locaux avec Frédéric Aimard qui vous renseignera.

- Adhérer au mouvement, c'est concrétiser son accord avec les idées fondamentales de la N.A.F.

Nom : Prénom :

Adresse :

désire recevoir une demande d'adhésion au mouvement.

Bulletin à retourner à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

l'historien devant la crise

Dans notre dernier numéro, j'esquissais quelques réflexions sur la méthode de la science politique, en me référant à un maître dont les analyses avaient montré qu'un regard avisé sur l'histoire pouvait déboucher sur une prospective pertinente. Jacques Bainville... Dieu sait si pourtant l'historien a été critiqué, parfois vivement, souvent par des proches, nourris de « bonne doctrine » et formés à son école. J'avoue avoir toujours été insensible à ces critiques, pour une raison assez simple : elles n'atteignaient pas Bainville là où il avait affirmé ses dons les plus éclatants. L'histoire a pu progresser, même de son vivant, en des domaines qui n'étaient pas les siens, en ouvrant à la recherche de nouveaux moyens d'investigations, des domaines inexplorés. Cela ne changeait pas d'un iota la valeur d'une analyse fondée de façon privilégiée, et non exclusive, sur les phénomènes proprement politiques. Il serait évidemment assez stupide d'en conclure que nous n'avons rien à retenir des domaines étrangers à l'auteur de *l'Histoire de deux peuples*. Bien au contraire, il me semble que d'admirables et d'indispensables leçons de prospective sociale se dégagent de l'œuvre de notre ami Philippe Ariès, de celle d'un Leroy-Ladurie historiens des mœurs et des sensibilités. Personne, par exemple, ne peut plus parler pertinemment de la famille, sans se référer à Ariès. Aujourd'hui où les problèmes de civilisation sont posés de façon cruciale, puisqu'il y a crise, c'est-à-dire évolution des mœurs, brisures des liens sociaux, cet éclairage s'impose d'une façon particulièrement vive.

À côté de l'histoire des sensibilités, une autre discipline a maintenant acquis ses lettres de noblesse : l'histoire quantitative dont le but est réellement de quantifier le plus explicitement possible la réalité sociale, les phénomènes économiques, les faits de culture. Que l'on ne croit surtout pas qu'il s'agit là d'une de ces tentatives outrées de formalisation mathématique, où dans la ligne de la mathématique universelle de Descartes on tenterait l'impossible gageure de la science totale, du savoir absolu. Pierre Boutang a magistralement montré que l'aboutissement obligé de ces tentatives est le nihilisme, la fuite en avant dans le délire logique, un rationnel absurde. L'histoire quantitative produit un mouvement inverse, un retour à l'être, à la substance historique dans sa richesse. Ce qui n'étonnera pas les philosophes qui ont compris le vrai statut ontologique de la mathématique. J'ai toujours gardé en mémoire le mot d'un de mes professeurs à qui j'avais avoué mon peu de goût et ma paresse pour la science des nombres : « n'oubliez pas que pour Aristote le nombre est une qualité de la substance, et que celle-ci n'existe pas sans lui. » Il est bien vrai qu'en histoire, il n'est pas possible de parvenir à une connaissance exhaustive des réalités, sans le recours aux séries quantifiées, au calcul de l'ampleur des phénomènes, de l'amplitude des progrès et des reculs, sans le recours aux comparaisons des volumes de connaissances, de productions, d'accélération ou de décélération démographiques.

LE « PHENOMENE » CHAUNU

Jamais, je n'avais compris, autant, l'irréductible nécessité de l'histoire quantitative avant

d'avoir lu l'ouvrage passionnant du professeur Pierre Chaunu. Je promets à tous ceux qui mettront le nez dans *de l'histoire à la prospective* qu'ils ne le sortiront pas avant d'avoir atteint la dernière ligne. C'est un ouvrage qu'on ne peut lire que dans une sorte d'allégresse, porté que l'on est par un torrent de culture, une connaissance universelle de l'histoire planétaire. Incroyable, ce qu'on peut apprendre dans ces quatre cents pages, où le génie de la synthèse éclate d'autant plus que l'on est éberlué de la somme des connaissances enregistrées par l'auteur. Il faut dire que Pierre Chaunu est un sacré phénomène. Les deux ou trois fois où je l'ai rencontré, j'ai été frappé par la santé, le rayonnement de ce protestant dont la foi secrète le plus sain optimisme. Sa puissance de travail vous fait tomber les bras : un bref coup d'œil sur sa bibliographie vous apprend ainsi qu'il a commis une étude de 7343 pages sur *Séville et l'Atlantique*, et qu'il est capable d'écrire en un an deux volumes de six cents pages. *De l'histoire à la prospective* qui en compte quatre cents a été rédigé en quinze jours, nous avoue-t-il en toute simplicité... Il est vrai qu'il s'agit d'un condensé de son enseignement, des leçons qu'il assène d'autant plus vigoureusement à ses élèves qu'elles vont à contre-courant des préjugés d'aujourd'hui les plus ancrés dans les consciences.

CONTRE LE ZÉGISME

Les préjugés que Chaunu combat avec le plus de vigueur et d'arguments sont ceux que la crise actuelle a secrétés. C'est ainsi qu'il s'insurge contre les commentaires de catastrophe qui ont entouré les fameux rapports du club de Rome. Il ne nie pas l'existence certaine de dangers spécifiques à notre modèle de croissance. Ce qu'il refuse c'est que l'on déduise de la pollution, de l'épuisement de quelques sources de richesses, du gaspillage, la nécessité de la croissance zéro. La déduction est fautive. Pour en avoir conscience, seul l'éclairage historique sur de longues durées peut apporter les enseignements indispensables. Malheureusement, les journalistes, même les plus sérieux, n'observent jamais pour obtenir des moyens de comparaison que des plages d'histoire relativement restreintes. Au plus, d'une cinquantaine d'années. Si leurs éléments de comparaison étaient à l'échelle des civilisations, leurs conclusions seraient différentes. Celle de Chaunu se résume ainsi : « *Ce qui condamnerait inmanquablement l'espèce, ce n'est pas seulement la continuation tout à fait inconcevable des pentes actuelles des courbes mais simplement la poursuite toutes choses étant égales de nos modes actuels d'exploitation. Il n'est pas d'exemple dans l'histoire d'un développement linéaire de longue durée sans qu'intervienne un changement de structure.* » En d'autres termes, la crise est sérieuse. Mais bien loin de nous engager au ralentissement, au malthusianisme, elle exige un surcroît d'imagination, de travail et de créativité qui produira un changement de structure pour relancer la croissance qui est vie, lutte contre la mort. Donc une modification de la croissance et non point son arrêt.

Cette nécessité, Chaunu la dégage d'une façon globale de l'histoire universelle. L'humanité n'a

jamais progressé que par les bonds en avant : bond en avant de la culture en priorité. Le premier multiplicateur des biens de civilisation c'est, en effet, la culture véhicule de l'information, mémoire collective, arme absolue contre l'entropie. Le véhicule culturel qui permet l'accumulation et la transmission des connaissances dessine à travers ses bons qualitatifs la trajectoire du progrès quantitatif : *l'écriture équivaut à une multiplication par 100 du langage, l'alphabet par 10 par rapport au niveau antérieur. L'imprimerie de 1450 à 1550 signifie une nouvelle multiplication par 10 en un siècle, etc.*

Autre multiplicateur : la croissance démographique. Les civilisations qui sont développées recouvrent des territoires *pleins*, où l'homme côtoie l'autre homme. Pas de progrès dans les territoires à faible densité, c'est une certitude historique. Autre certitude : le vieillissement de population est toujours une catastrophe, le signe du déclin parfois irrémédiable. Car la décélération va aussi vite que l'accélération mais il est infiniment plus difficile de surmonter les difficultés produites par la première. Sur ce point, Chaunu est intarissable, il multiplie les statistiques, les informations qui infirment toutes les leçons alarmistes qui traînent dans les journaux et sont au centre des conférences internationales. Aujourd'hui, ce n'est pas la surpopulation qui nous menace, mais un vieillissement de population qui, surtout sensible dans les pays plus riches, les plus en pointe de la recherche scientifique et de la production, menace du même coup la planète toute entière. L'eurocentrisme de Chaunu clame (L'Amérique et la Russie étant les deux extrémités de l'espace où les progrès humains ont été les plus vigoureux) : les laboratoires qui sauveront l'espèce humaine des menaces présentes risquent d'être paralysés par le déclin de nos populations et de nos facultés d'invention. Là est le danger véritable, et nos prophètes de malheur ne font que le précipiter.

C'est dire que Chaunu apporte dans les réflexions actuelles sur la crise un dossier qu'il importe de prendre en considération par priorité. Nous n'y manquerons pas dans l'enquête qui commence dans le présent numéro. Tant mieux s'il suscite des controverses passionnées, et s'il semble en première analyse contredire un peu Jean-Marie Domenach. Chaunu ne rejette sûrement pas toutes les conclusions du directeur d'*Esprit*. Il n'a rien d'un technocrate et sa science est vraiment humaine. La meilleure preuve est qu'elle rejoint les perspectives de sociabilité chères à Domenach. Et surtout qu'elle s'achève sur un acte de foi en ce ressort sacré qui au cœur de l'homme a toujours orienté son existence par l'Espérance.

Gérard LECLERC

Pierre Chaunu : *De l'histoire à la prospective*, coll. Libertés 2000 (Robert Laffont).